

Clemens Striebing, Sabine Loos
et Jonas Breitfeld
Juin 2025

La précarité énergétique en Europe

*Qui sont les perdants
de notre système
énergétique ?*

Mentions légales

Publié par

Friedrich-Ebert-Stiftung e. V.
Godesberger Allee 149
53175 Bonn
Allemagne
info@fes.de

Département émetteur

Friedrich-Ebert-Stiftung | Competence Centre Climate and Social Justice
Cours Saint Michel 30e | 1040 Bruxelles | Belgique

Responsabilité du contenu et rédaction

Claudia Detsch, Directrice, FES Competence Center
Climate and Social Justice

Contact

justclimate@fes.de

Mise en page

pertext | corporate publishing
www.pertext.de

Photo de couverture

picture alliance / Shotshop / Monkey Business 2

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES. L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES. Les publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung ne doivent pas être utilisées à des fins de propagande électorale.

ISBN 978-3-98628-741-2

June 2025

© Friedrich-Ebert-Stiftung e. V.

D'autres publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung sont disponibles ici :

➤ www.fes.de/publikationen

**Clemens Striebing, Sabine Loos
et Jonas Breitfeld**
Juin 2025

La précarité énergétique en Europe

Qui sont les perdants de notre système énergétique ?

Contenu

Une journée dans la vie de Claire	3
De l'énergie pour tous ? Pas pour tout le monde, bien entendu.	4
Qui est notamment concerné ?	4
Qui est particulièrement menacé ?	6
Quels sont les schémas récurrents ?	6
Zoom sur : À quel point nos systèmes énergétiques sont-ils équitables pour les hommes et les femmes ?	8
Zoom sur : À quel point nos systèmes énergétiques sont-ils équitables entre les zones urbaines et rurales ?	9
Ce que les schémas de la précarité énergétique révèlent pour une transition énergétique équitable	9



Une journée dans la vie de Claire

Nord de la France. Un jour d'hiver.

Claire, 33 ans, vit avec ses quatre enfants, âgés de quatre à quinze ans. Elle loue un logement à la campagne. Claire est employée à temps partiel et estime que ses revenus, qui s'élèvent à moins de 1 000 € par mois, sont suffisants. Son quotidien suit un rythme soutenu : gérer le foyer, s'occuper des enfants, travailler. Elle gère tout, toute seule.

Les mois froids – soit trois mois dans l'année –, le logement est chauffé à l'électricité. Pourtant, Claire n'allume le radiateur que lorsque c'est strictement nécessaire. Le chauffage, la cuisine et même l'éclairage fonctionnent à l'électricité. En règle générale, Claire s'éclaire pourtant à la bougie. L'électricité qu'elle consomme au sein de son foyer provient principalement de batteries rechargeables, explique-t-elle. Elle utilise une plaque électrique, mais avec parcimonie, afin d'économiser le peu de kilowattheures stockés.

Claire ne souffre d'aucune maladie chronique ou mentale. Néanmoins, elle est épuisée du fait de jongler en permanence entre énergie, argent et responsabilités. Elle est diplômée, ce qui suffit pour intégrer le marché du travail – mais cela ne lui assure aucun filet de sécurité. Malgré son emploi et son implication, ses revenus restent insuffisants pour assurer durablement l'approvisionnement énergétique nécessaire. Elle affirme clairement ne pas avoir les moyens de s'approvisionner en énergie dont elle a besoin. Elle précise que cette précarité énergétique impacte ses capacités à recevoir des invités ou à utiliser internet. Claire ne pense pas que les politiques s'intéressent à sa situation.

Le cas de Claire montre que la précarité énergétique est un phénomène courant. Elle peut même toucher des personnes qui travaillent et sont en bonne santé physique – lorsque des pénuries d'approvisionnement s'ajoute au poids des responsabilités et aux limites financières.

L'histoire de Claire est bien réelle. Elle se fonde sur des données provenant du sondage en ligne réalisé fin d'année 2024 par notre équipe de chercheurs de l'Institut Fraunhofer IAO. Le prénom a été modifié. Comme le souligne ce rapport politique, les femmes qui élèvent seules leurs enfants en France sont notamment plus exposées au risque de précarité énergétique. Claire en est un exemple.

De l'énergie pour tous ? Pas pour tout le monde, bien entendu.

La transition énergétique doit être équitable : Ceux qui consomment beaucoup et disposent d'alternatives doivent assumer plus de charges, tandis que ceux qui ont peu doivent être soutenus. Ce raisonnement semble logique – mais lorsque l'on parle de « personnes vulnérables » dans le système énergétique, qui est réellement inclus ?

Dans le cadre du projet européen *gEneSys*, nous avons posé la question suivante à plus de 18 000 personnes venant d'Allemagne, de France, de Pologne, du Portugal, de Suède et d'Italie :

*Pouvez-vous vous permettre
de vous approvisionner en
énergie suffisante pour votre
foyer ?*

Les réponses révèlent que la précarité énergétique est un phénomène courant. Elle touche systématiquement des groupes précis – et elle diffère d'un pays à l'autre.

Dans ce rapport factuel, vous découvrirez :

- Qui répond très souvent *Non*
- Quels schémas sociaux se dégagent
- S'il existe des différences entre les zones urbaines et rurales / les hommes et les femmes
- Ce que cela signifie pour une politique énergétique équitable

Qui est notamment concerné ?

Comparaison entre les pays de l'UE sélectionnés

La précarité énergétique n'est pas marquée de la même manière partout en Europe. Une comparaison de six pays de l'UE révèle des différences significatives en termes de précarité énergétique perçue (cf. Image 1).

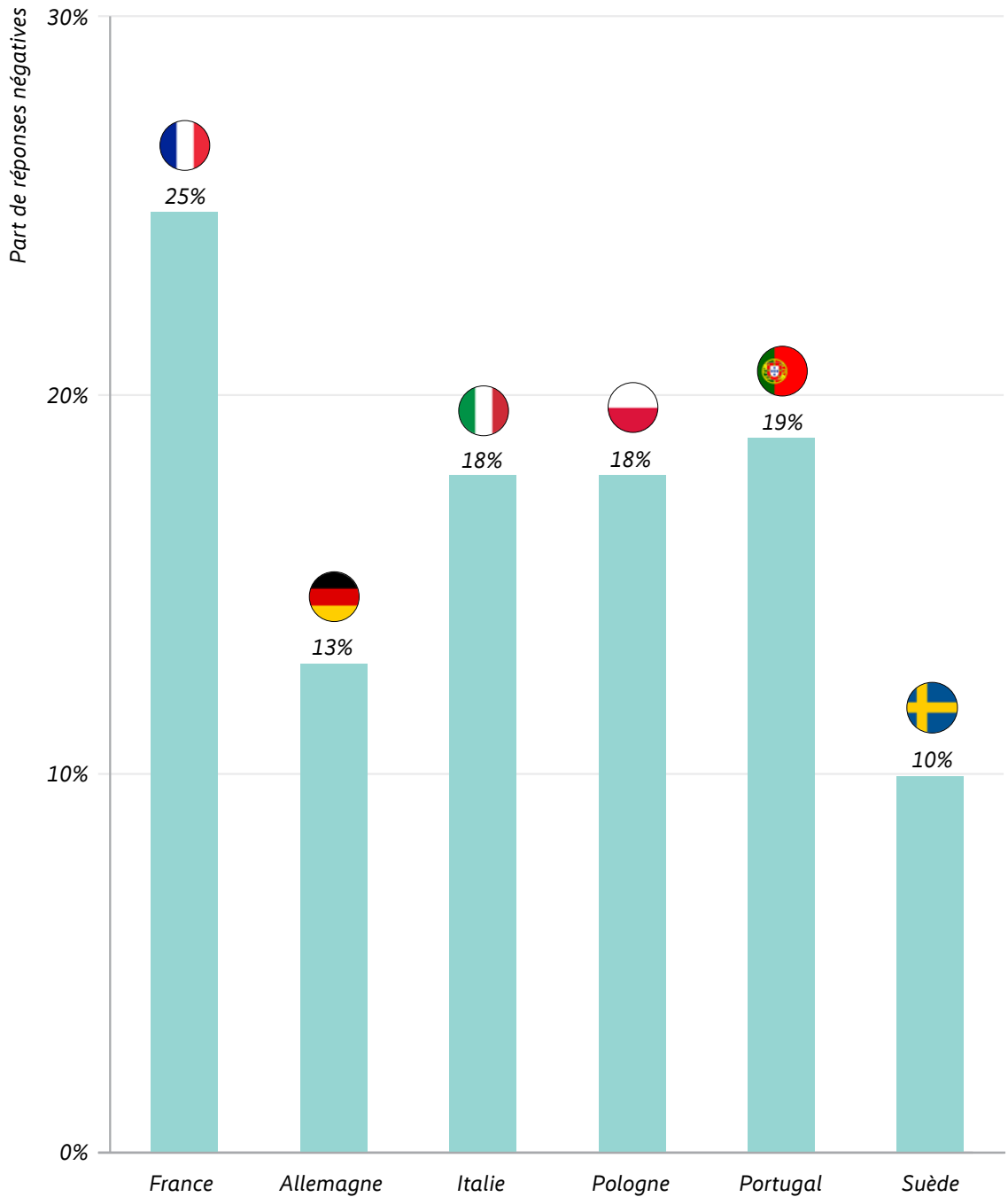
La proportion de personnes qui n'ont pas les moyens de s'approvisionner en énergie nécessaire pour leur foyer est particulièrement importante en France, où une personne interrogée sur quatre est concernée. Au Portugal, en Pologne et en Italie, une personne sur cinq indique ne pas être en mesure de s'approvisionner en énergie nécessaire. En Allemagne (12,5 %) et en Suède (10,4 %), cette proportion est certes réduite, mais ne peut certainement pas être négligée : Là aussi, de nombreuses personnes ont un accès limité à l'approvisionnement énergétique de base.

Ces différences sont bien plus que des chiffres : Elles indiquent les inégalités structurelles en matière de revenus, logement et prix de l'énergie – et souligne la nécessité d'agir pour une transition énergétique réellement équitable.

Comparaison entre pays

Image 1

Proportion des ménages qui ne peuvent (plutôt) pas s'approvisionner en énergie nécessaire



Note: Proportion des personnes qui ont répondu « Non » clairement ou partiellement, à l'affirmation suivante : « J'ai les moyens de payer les quantités et ressources énergétiques nécessaires à l'approvisionnement de tous les domaines de mon foyer. » (Le « Non » correspond aux réponses comprises entre 1 et 3 sur une échelle de 1 à 7). Réponses de 17 889 personnes. Echantillon représentatif.

Qui est particulièrement menacé ?

Cet ensemble de données nous a permis d'effectuer des analyses d'apprentissage automatique spécifiques à chaque pays, afin de mieux comprendre *qui* est particulièrement concerné – et *qui* est rarement concerné – par la précarité énergétique. Nous avons testé l'influence des facteurs suivants : le sexe et l'âge, le niveau d'éducation, le statut relationnel et les conditions de logement, la situation urbaine ou rurale, les responsabilités en matière de soins, l'orientation sexuelle, l'appartenance religieuse, l'appartenance à une minorité ethnique, la santé physique et mentale et les maladies chroniques.

L'image 2 montre les groupes concernés par pays et indique à quel point la proportion des personnes n'ayant pas les moyens de s'approvisionner en énergie dont elles ont besoin est élevée. Il s'agit d'analyses exploratoires – elles montrent des schémas allant au-delà des comparaisons classiques.

Que ressort-il de ces résultats ?

En Europe, les femmes célibataires avec enfants sont les plus touchées en France. À l'inverse, deux groupes apparaissent comme moins concernés : les personnes vivant seules ou en concubinage en zone urbaine en Suède, ainsi que les personnes mariées possédant un niveau de formation élevé en Allemagne.

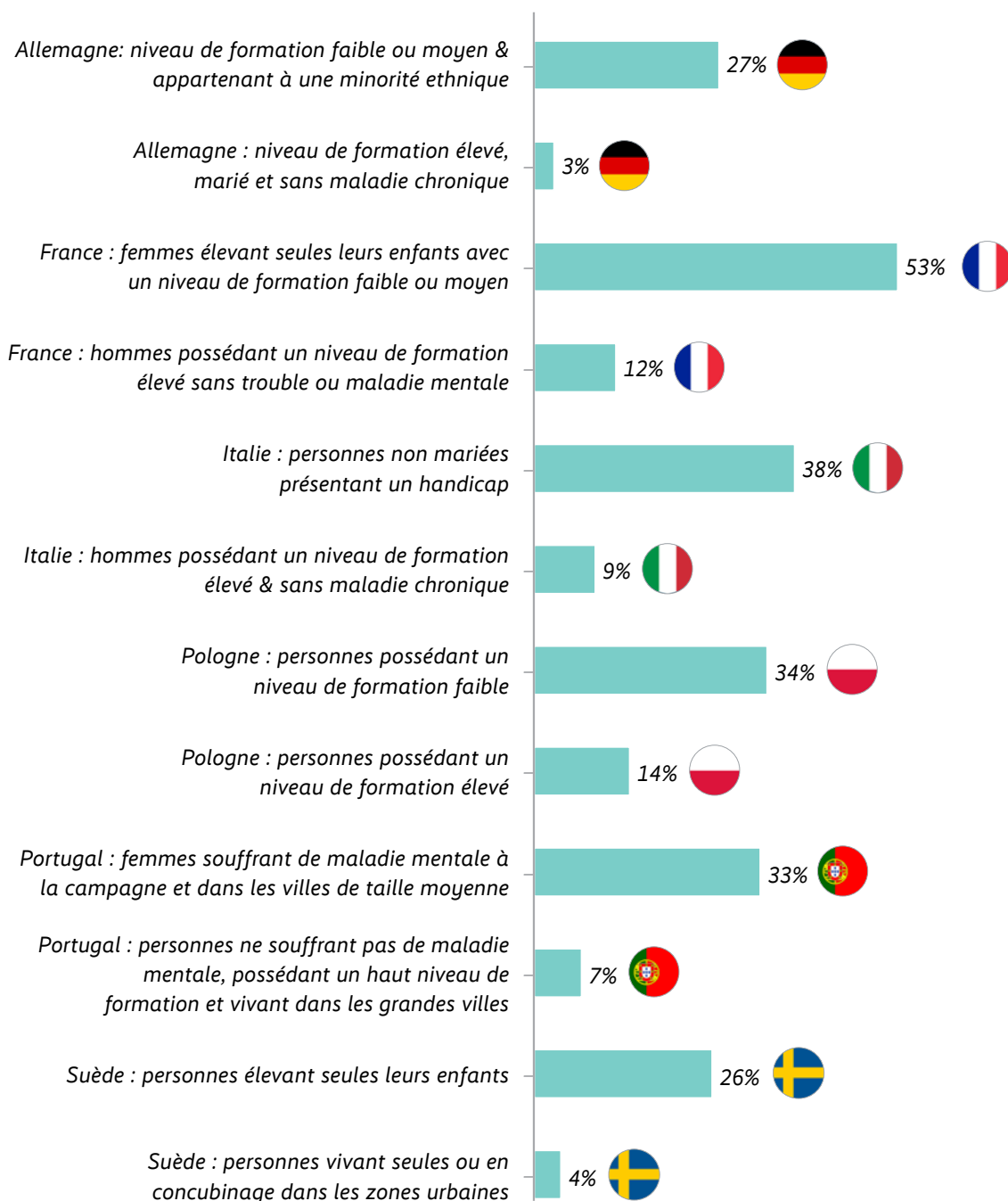
Quels sont les schémas récurrents ?

- **L'éducation compte.** Des diplômes de niveau élevé augmentent les chances de revenus – et diminuent ainsi le risque de précarité énergétique.
- **La santé joue un rôle.** On aperçoit des liens de cause à effets clairs en Italie, en France et au Portugal : Les personnes atteintes physiquement ou psychologiquement sont davantage concernées. Certaines d'entre elles ont des besoins énergétiques plus élevés – par exemple pour les appareils médicaux ou le chauffage – et d'autres souffrent davantage des conséquences de mauvaises conditions de logement.
- **Le mariage protège – dans certains cas.** La vie en concubinage peut permettre de regrouper les ressources – cela diminue le risque, même si les besoins en énergie augmentent.
- **La vie en zone urbaine semble apaisante.** En zone urbaine, les personnes profitent généralement, entre autres, d'une infrastructure en énergie plus efficace.
- **Fait surprenant : l'appartenance ethnique en Allemagne.** Les personnes qui s'identifient elles-mêmes comme appartenant à une minorité ethnique, sont, dans le pays, nettement plus exposées à la précarité énergétique. Une explication possible : L'appartenance sociale influence les chances sur le marché du travail – et donc également la capacité à s'approvisionner en énergie au quotidien.

Loin d'être des vérités figées, ces résultats sont plutôt des indications précieuses : Toute personne souhaitant établir une politique énergétique équitable se doit de connaître ces schémas sociaux.

Observation de groupes extrêmes

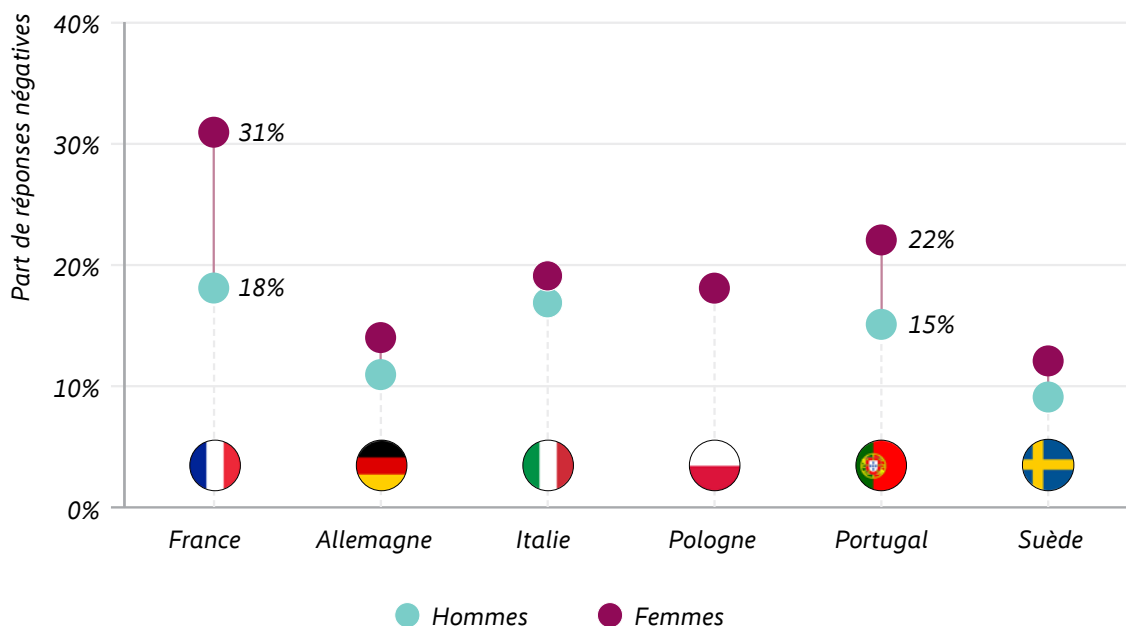
Proportion des ménages qui ne peuvent (plutôt) pas s'approvisionner en énergie nécessaire



Note: Proportion des personnes qui ont répondu « Non » clairement ou partiellement, à l'affirmation suivante : « J'ai les moyens de payer les quantités et ressources énergétiques nécessaires à l'approvisionnement de tous les domaines de mon foyer. » très souvent ou très rarement (Le « Non » correspond aux réponses comprises entre 1 et 3 sur une échelle de 1 à 7). Résultats des analyses par le biais de l'arbre de décision par pays.

Écart entre les sexes en termes de précarité énergétique

Image 3



Note: Proportion différente en fonction du sexe des personnes qui ont répondu « Non » clairement ou partiellement, à l'affirmation suivante : « J'ai les moyens de payer les quantités et ressources énergétiques nécessaires à l'approvisionnement de tous les domaines de mon foyer. » (Le « Non » correspond aux réponses comprises entre 1 et 3 sur une échelle de 1 à 7). Réponses de 17 889 personnes. Echantillon représentatif.

Zoom sur : À quel point nos systèmes énergétiques sont-ils équitables pour les hommes et les femmes ?

Le constat selon lequel, en France, les femmes élevant seules leurs enfants et possédant un niveau de formation faible ou moyen sont plus souvent touchées par la précarité énergétique, soulève une question fondamentale : Nos systèmes énergétiques discriminent-ils – consciemment ou inconsciemment – selon le sexe ?

Des études le suggèrent en effet. Les femmes sont nettement sous-représentées dans les initiatives énergétiques locales et les processus de décision liés à la politique énergétique, tout en risquant davantage d'être concernées par la précarité énergétique. Cela s'explique notamment par le fait que de nombreux indicateurs de la précarité énergétique sont basés sur le revenu et la propriété – et qu'en

moyenne, les femmes disposent moins de ces deux ressources. Mais qu'en est-il de la perception subjective de la précarité énergétique, c'est-à-dire du sentiment de ne tout simplement pas pouvoir se permettre l'énergie dont on a besoin ? C'est précisément ce que nous avons décrit dans notre sondage.

L'image 3 montre la proportion de foyers souffrant de précarité énergétique selon le sexe des personnes interrogées. L'écart entre les sexes est particulièrement marqué en France et au Portugal : Selon nos analyses, dans ces deux pays, ce sont surtout les femmes possédant un niveau d'éducation faible ou moyen et assumant, ou ayant assumé des responsabilités familiales qui présentent un risque accru de précarité énergétique. Dans les autres pays étudiés, en revanche, aucun lien significatif n'a été observé entre le sexe de la personne et la précarité énergétique – dans ce cas, le risque semble être réparti indépendamment du sexe.

Pourquoi la précarité énergétique est-elle habituellement plus élevée dans les six pays étudiés ?



→ Revenus

En zone urbaine, les professions à temps plein et les diplômes de formation plus élevés sont plus fréquents – ces deux facteurs assurent des revenus plus stables.



→ Problèmes de santé

En milieu rural, davantage de personnes souffrent de problèmes de santé, ce qui réduit leurs opportunités de trouver un emploi.



→ Efficacité énergétique amoindrie

Les ménages ruraux ont tendance à vivre dans des bâtiments isolés, moins efficaces sur le plan énergétique, et sont plus dépendants de la voiture. À l'inverse, les citoyens bénéficient d'un chauffage passif et d'une infrastructure plus compacte.

Note: Facteurs principaux expliquant l'expansion plus forte de la précarité énergétique en milieu rural. Les facteurs ont été transmis dans le cadre d'une série d'analyses de corrélations et de régressions.

Zoom sur : À quel point nos systèmes énergétiques sont-ils équitables entre les zones urbaines et rurales ?

D'après notre sondage, les personnes vivant en zone rurale sont plus souvent touchées par la précarité énergétique. C'est le cas concrètement dans les six pays étudiés : dans les **zones urbaines**, 14 % des personnes vivant dans les pays de l'UE interrogés indiquent être concernés par la précarité énergétique. Dans les **zones rurales**, ce chiffre grimpe à 22 %. À quoi cela est-il dû ? Est-ce l'infrastructure énergétique en zone rurale qui est moins bien développée ? Ou les gens ont-ils tout simplement tendance à être moins riches à la campagne, parce que les revenus et le coût de la vie y sont moins élevés ?

Nos données indiquent qu'une part importante de l'écart entre les zones urbaines et rurales en matière de précarité énergétique peut s'expliquer par une combinaison de plusieurs facteurs

de risque : le niveau d'éducation, le type de ménage, l'état de santé ou encore l'infrastructure d'approvisionnement. Sur ce point, l'image 4 transmet une première impression. Toutefois, des analyses plus approfondies seraient nécessaires pour obtenir une évaluation solide des liens de cause à effet.

Ce que les schémas de la précarité énergétique révèlent pour une transition énergétique équitable

Qu'il s'agisse de problèmes de santé, de monoparentalité ou d'un faible niveau d'éducation, les personnes confrontées à des charges structurelles sont davantage touchées par la précarité énergétique. Mais elle ne survient que rarement seule, et ne fait que renforcer des insécurités déjà existantes : Elle rend malade, elle isole, et le foyer devient alors source de stress. Il est toutefois possible d'analyser précisément qui est

concerné – par exemple grâce aux données combinées comme celles qui ont été recueillies dans notre sondage dans le cadre du projet gEneSys.

Les responsables politiques peuvent et devraient se servir de ces données afin de rendre visibles ceux qui passent à travers les mailles du filet – et pour prendre des mesures concrètes et ciblées. La précarité énergétique intersectionnelle n'est toutefois pas uniquement une question de répartition. C'est pourquoi une approche globale est nécessaire : les mesures économiques, telles que les programmes de soutien ciblés ou les allègements tarifaires, doivent être associées à des stratégies qui impliquent activement les groupes marginalisés et renforcent leurs perspectives d'avenir.

Une politique énergétique équitable tient compte de la répartition énergétique, des personnes qui ont leur mot à dire et de quels besoins sont considérés comme importants :

1. Qui reçoit quoi – et pourquoi ?

- **Programmes d'aide ciblés pour les groupes particulièrement concernés** : Développer des subventions pour les dépenses énergétiques courantes en fonction des revenus et de la situation du logement.
- **Rénovation socialement équitable des bâtiments** : Subventions pour la modernisation énergétique des logements locatifs, afin de réduire les charges financières des locataires.
- **Introduction et développement de tarifs sociaux** : Des tarifs réduits pour l'électricité et le chauffage afin de garantir des services de base aux ménages à faibles revenus – et de permettre la participation sociale.

Info 1

Les recommandations d'actions reposent notamment sur les travaux écrits suivants :

- Öko-Institut. (2023). *Targeted measures for vulnerable households – Improving the effectiveness of energy efficiency policies in the context of the energy crisis*. [Mesures ciblées pour les ménages vulnérables – Améliorer l'efficacité des politiques d'efficacité énergétique dans le contexte de la crise énergétique.]
- Odyssee-Mure Project. (2023). *Energy poverty: Best practices to support vulnerable groups*. [Précarité énergétique : bonnes pratiques pour soutenir les groupes vulnérables.]
- Schumacher, K., Noka, V., & Cludius, J. (2025). *Identifying and supporting vulnerable households in light of rising fossil energy costs*. [Identifier et soutenir les ménages vulnérables face à la hausse des coûts des énergies fossiles]. Agence fédérale allemande pour l'environnement (UBA).

2. Qui a son mot à dire – et comment cela sera-t-il décidé ?

- **Participation des groupes marginalisés :** Mise en place de conseils locaux sur l'énergie avec la participation de groupes socialement défavorisés.
- **Aménager un conseil en énergie en se rendant sur place :** Les équipes de conseillers en énergie qui se rendent dans des quartiers précaires, mettent à disposition des informations accessibles à tous et multilingues.

3. Quels besoins et perspectives sont reconnus ?

- **Communication sensible culturelle :** Développement des campagnes de communication qui atteignent des groupes marginalisés sur le plan linguistique, culturel et visuel.
- **Prise en compte de situations de vie particulières :** Les personnes souffrant de maladies chroniques ou de handicaps ont potentiellement des besoins en énergie particuliers, en raison de l'utilisation d'appareils médicaux, de besoins en chauffage plus élevés ou d'une mobilité réduite. Ces besoins doivent être expressément pris en compte lors de l'aménagement des subventions et des tarifs sociaux.

La précarité énergétique est un défi transversal à plusieurs niveaux : de société, de santé, d'infrastructure. Elle ne peut pas être combattue par des mesures globales, mais nécessite des réponses ciblées là où la pression est la plus forte. Toute personne souhaitant aménager la transition énergétique de manière équitable doit reconnaître que la précarité énergétique ne survient pas par hasard, mais suit des modèles sociaux. Rendre ces schémas visibles – et régler le problème à l'échelle politique – est la première étape vers une politique énergétique réellement inclusive.

Vous souhaitez en savoir plus ?

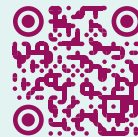
Info 2

Dans notre rapport de projet gEneSys, nous avons mené des analyses approfondies sur la participation au système énergétique en tant que consommateur.rice, électeur.rice et prosommateur.rice dans l'UE et en Afrique subsaharienne.

Comment cette enquête a-t-elle été menée ?

30 000 personnes ont été interrogées dans dix pays – à l'aide de techniques d'apprentissage automatique comme les arbres de décision et les forêts aléatoires, des schémas structurels de précarité énergétique et de participation énergétique ont été mis en évidence. Sur ce point, des données socio-démographiques ont été liées à des questions énergétiques techniques afin de mieux comprendre les inégalités intersectionnelles.

Notre rapport explique de manière détaillée la méthode menée pour notre enquête.



En cas de questions, nous attendons votre message :

Dr. Clemens Striebing

Fraunhofer IAO

clemens.striebling@iao.fraunhofer.de

À propos des auteurs

Dr Clemens Striebing est chercheur senior au Center for Responsible Research and Innovation (CeRRI) de l'Institut Fraunhofer pour l'économie du travail et organisation (IAO). Il y dirige des projets nationaux et internationaux sur la culture et le climat organisationnels ainsi que sur l'égalité et la diversité dans le système de recherche et d'innovation. Il a étudié les sciences politiques à l'Université libre de Berlin et a obtenu un doctorat en sociologie à l'Université de Heidelberg. Il enseigne le développement de l'innovation sensible à la diversité à l'Université technique de Berlin.

Sabine Loos est collaboratrice scientifique au Center for Responsible Research and Innovation (CeRRI) de l'Institut Fraunhofer pour l'économie du travail et organisation (IAO) et dirige des projets à l'interface entre les technologies (énergétiques) et la société. Dans le cadre de sa thèse sur la transition énergétique féministe, elle mène des recherches sur des systèmes énergétiques véritablement équitables et durables, en tenant compte des perspectives féministes et des limites planétaires. Sabine est titulaire d'un master en responsabilité dans les sciences, l'ingénierie et la technologie de l'Université technique de Munich.

Jonas Breitfeld est assistant de recherche étudiant au Center for Responsible Research and Innovation (CeRRI) de l'Institut Fraunhofer pour l'économie du travail et organisation (IAO). Il y travaille sur différents projets avec les équipes « Tendances sociales et technologies » et « Culture d'entreprise et transformation ». Il a obtenu une licence en psychologie et termine actuellement son master en psychologie du travail et des organisations à la Medical School Berlin.

Financé par

Ce projet a été financé par le programme Horizon Europe de l'Union européenne – culture, créativité et société inclusive – sous la convention d'aide au financement N° 101094326.



Financé par
l'Union européenne



La précarité énergétique en Europe

Le système énergétique européen est-il équitable ? En France, une mère célibataire sur deux ayant un niveau d'éducation moyen ou faible a du mal à payer sa facture de chauffage. Sur la base d'une enquête à grande échelle menée dans six pays de l'UE, cette analyse montre comment se dessinent des lignes de fracture comparables. Elle examine les schémas sociaux, sanitaires et géographiques de la précarité énergétique et invite à explorer des leviers viables pour une transition énergétique équitable.

Pour plus d'informations, cliquez ici :

➤ fes.de